

13 mai 2005 -17:00

Conseil des Ministres du 13 mai 2005

Le Conseil des Ministres s'est réuni au 16 rue de la Loi, le vendredi 13 mai 2005, à partir de 10 heures, sous la présidence du Premier Ministre Guy Verhofstadt.

Le Conseil des Ministres s'est réuni au 16 rue de la Loi, le vendredi 13 mai 2005, à partir de 10 heures, sous la présidence du Premier Ministre Guy Verhofstadt.

Le Premier Ministre a mis en évidence les adaptations décidées à la loi sur la circulation. Cette loi, qui date du 7 février 2003, a, comme promis, été évaluée. Le baromètre mensuel de la sécurité routière a montré une diminution du nombre d'accidents sur les routes. Mais, pour que cette diminution se poursuive, une répartition logique des différentes infractions de la route s'avère nécessaire. Dorénavant, les infractions seront réparties en quatre catégories en fonction de la création d'un risque de danger. C'est ainsi que les infractions du quatrième degré, qui relèvent du tribunal de police, sont celles qui mènent irrémédiablement à un risque d'accident. Les excès de vitesse feront l'objet d'amendes par km/h, à partir du moment où la limitation est dépassée. Un forfait de 50 euros sera appliqué pour les dix premiers km/h de dépassement de la limite et l'amende s'élèvera ensuite à 5 euros par km/h supplémentaire (10 euros dans les agglomérations et les zones 30). L'entrée en vigueur des nouvelles amendes est prévue au 1er octobre 2005, sauf pour la modification de l'infraction en matière d'utilisation de GSM au volant, qui entrera en vigueur le 31 mars 2006, pour permettre l'installation de kits mains-libres. Guy Verhofstadt a également annoncé que toutes les mesures prises lors du contrôle budgétaire étaient insérées dans la loi-programme, approuvée par le Conseil des Ministres. Il a aussi mis en évidence l'approbation définitive de l'avant-projet de loi de la Ministre de la Justice concernant les agressions contre des professionnels du non-marchand et des travailleurs des services publics, qui exercent des missions d'intérêt collectif. C'est un signal clair à l'égard de ces faits de violence puisque les peines minimales sont doublées.

SPF Chancellerie du Premier Ministre - Direction générale
Communication externe
Rue de la Loi 16
1000 Bruxelles
Belgique
+32 2 501 02 11
<https://chancellerie.belgium.be>

Christophe Springael
Service Rédaction (FR)
+32 2 287 41 92
+32 477 59 14 37
christophe.springael@premier.fed.be

Thomas Ferri
Service Rédaction (NL)
+32 2 287 41 42
+32 471 67 07 73
thomas.ferri@premier.fed.be